

# Lente confusion

Tribune – Edito – Patrick A. – 23/12/09

Il y a quelque chose de tragique dans les événements actuels du pays. En tentant d'être exhaustifs, on a compté pas moins de six régimes « constitutionnels » en une année : troisième république avant le 17 mars, directoire militaire ensuite, régime ad hoc sanctionné par une lettre de la HCC dans la foulée, accords de Maputo, amendement par l'acte additionnel d'Addis-Abeba, et actuellement retour à la situation post-17 mars. Quant à la succession ou à la concurrence de Premiers Ministres à l'effectivité plus ou moins réelle, elle a de quoi donner le tournis.

## Confusion du droit

Plus tragique encore paraît être la disparition progressive des repères habituels inhérents au droit ; la légalité semble être devenue une notion complètement « à la carte », où l'on puise les ingrédients en fonction des appétits du moment puisque l'on a perdu à peu près tous les textes en route. Un semblant de légitimité ne pourrait plus exister que par consensus, dont on ne sait plus s'il doit se construire à trois, à quatre ou à cinq entités qui n'ont pas d'existence juridique formelle, en se référant à des accords imprécis qui désarçonnent le juriste, puisque chacun semble affirmer que les textes écrits ne représentent que la partie visible de l'iceberg « accords ».

Les politiciens se gaussent des arguments de leurs adversaires pour mieux pouvoir les reprendre quelques semaines plus tard ; le court-termisme semble être devenu la religion dominante puisque d'un côté les accords de Maputo et d'Addis-Abeba ont été dénoncés en catastrophe pour empêcher le Président du Congrès de tenir une réunion de celui-ci, et de l'autre on a engagé des procédures devant le Conseil d'État pour gagner quelques jours en sursis à exécution de l'abrogation de la nomination d'Eugène Mangalaza, tout en étant certainement conscient qu'au vu du précédent Monja Roindefo, la cause semble perdue sur le fond.

Si les raisons ne manquent pas pour attribuer à la mouvance Rajoelina l'essentiel de la responsabilité dans cette déliquescence du Droit (coup d'État du 17 mars, reniement des accords de Maputo), la mouvance Ravalomanana doit pour sa part assumer ses propres responsabilités dans les démarches, plutôt inopportunes car opportunistes, tendant à créer un directoire militaire et à modifier l'équilibre des pouvoirs Présidence-Gouvernement des accords de Maputo I.

## Confusion des images

Si l'actuelle opposition a réussi à casser le mythe Andry Rajoelina pour présenter celui-ci comme un politicien comme les autres, manipulateur et avide de pouvoir, le problème de cette opposition est qu'elle a aussi écorné sa propre crédibilité dans ce long combat. Et les événements d'hier tendent à démontrer encore une fois que Fetison Andrianirina ou Zafy Albert ont beau lancer des appels solennels au patriotisme du peuple malgache et à la prise de conscience, ils n'arrivent plus pour l'instant à mobiliser la grande foule. À tort ou à raison, la majorité de la population semble avoir adopté comme philosophie le dicton : « *Le pouvoir ou l'opposition, c'est blanc bonnet et bonnet blanc...* ».

Cette lassitude semble depuis Juin profiter au pouvoir. À force de présenter chaque semaine comme décisive, à dramatiser sans cesse les enjeux et les méthodes de répression utilisées par le pouvoir, les ultras de l'opposition n'émeuvent plus guère les opinions publiques nationales et internationales qui se sont largement accoutumées aux ficelles de propagande que chaque camp a utilisé. Tant que les autorités en place parviendront à réagir de manière relativement proportionnée aux actions de l'opposition [\[1\]](#), la population restera largement indifférente à ces joutes politiques.

Si les autorités ont ainsi décidé de mettre la pression sur Radio Fahazavana en interdisant certaines de ses émissions, il est prévisible qu'elles se garderont bien dans le contexte actuel d'aller jusqu'à la fermeture de cette station, pour ne pas offrir aux ultras une occasion de refaire à l'envers les coups de Télé Viva ou de Radio Viva. Dans ces conditions, il n'y aura pratiquement que les professionnels de la politique et des médias pour s'émouvoir de ce que l'on fasse porter à une station la responsabilité des propos non maîtrisés de ses auditeurs, et cette atteinte à la liberté d'expression risque fort de passer comme un mal nécessaire.

Pour ne pas donner l'impression de jouer le pourrissement de la situation, Andry Rajoelina reprend à son compte dans le même temps la théorie des baïonnettes intelligentes et joue la carte Vital. En espérant qu'Albert Camille n'écrive pas un nouveau chapitre de la Peste mais renforce l'attente d'élections pour sortir de cet imbroglio.

## **Notes**

[1] elles n'y arrivent cependant pas toujours, à l'exemple de la décision d'empêcher les trois mouvances de revenir de Maputo.